

Toujours plus de SURVEILLANCE?

Obligation numérique, contrôle et surveillance toujours plus intensifs : le peuple et tous les cantons ont déjà mis un terme à cette tendance en 2021 avec 64,4 % de votes contre ! Les partisans affirment que l'E-ID restera facultative. L'E-ID n'est restée facultative dans aucun des pays où elle a été adoptée. Elle conduirait à une surveillance de masse totale. En combinaison avec la monnaie numérique de la banque centrale, tout le monde deviendrait un citoyen transparent.

Les droits du peuple ne pourraient être exercés que par le biais de l'E-ID. Les grandes entreprises s'enrichiraient grâce aux données personnelles. Une protection sûre des données serait impossible. Les personnes sans smartphone ou sans compétences numériques seraient marginalisées. La vie analogique disparaîtrait. En cas de crise, l'E-ID servirait de base à des mesures coercitives qui détruiraient la démocratie et les droits fondamentaux. Seul un « non » protège l'ordre constitutionnel de la Suisse.

L'E-ID resterait-elle facultative ? Karin Keller-Sutter : NON !



E-ID

« Les citoyens doivent pouvoir être identifiés de manière unique sur Internet. »

👍 3493 🗨️ 512

Source: 20 Minuten

MASSVOLL.SWISS/FR/E-ID



L'E-ID semble pratique et commode, mais elle comporte de grands dangers pour notre vie privée et notre liberté. D'autres pays nous montrent où cela mène :

Autriche: L'E-ID est encouragée par des mesures incitatives, telles qu'une réduction de 40 % dans les administrations publiques. Ceux qui ne l'utilisent pas sont donc désavantagés. Depuis mars 2025, l'E-ID est obligatoire pour tous les enseignants. Une enseignante a perdu son emploi parce qu'elle a refusé de l'utiliser. Bientôt, l'E-ID sera également obligatoire pour les opérations bancaires en ligne.

Voulons-nous cette forme d'exclusion en Suisse ?

Liechtenstein: Pour la délivrance de l'E-ID en Suisse, on utilise la méthode peu fiable de la reconnaissance faciale, qui peut être facilement contournée grâce au deep fake et à l'intelligence artificielle. Dans la Principauté, c'est différent : tout le monde doit se rendre en personne au bureau des passeports.

Allemagne: « Chaque citoyen reçoit obligatoirement un compte citoyen et une carte d'identité électronique », stipule le contrat de coalition du gouvernement Merz.

Voulons-nous cette obligation en Suisse ?

En 2021, le peuple et tous les cantons ont rejeté l'E-ID à une nette majorité de 64,4 %.

Encore une fois **NON !** le 28. septembre !

Estonie: depuis 2002, l'E-ID est obligatoire pour tous. Nom, adresse, données médicales, notes scolaires des enfants, assurance automobile : tout est regroupé dans une seule base de données centrale. Les élections sont désormais numériques grâce à l'E-ID. Une faille de sécurité en 2017 a exposé 750 000 personnes au vol d'identité.

Voulons-nous courir ce risque en Suisse ?

Projets de l'UE: À partir de 2026, il est prévu d'introduire une identité électronique à l'échelle européenne, liée à un registre patrimonial et à l'obligation d'identification sur Internet sous prétexte de protection des mineurs. Une application de l'UE devrait centraliser les données relatives aux vaccinations, aux finances, à la consommation privée d'électricité, aux dossiers médicaux et bien plus encore. Il est même prévu de créer un euro numérique avec une date d'expiration et une limite maximale de possession, comme en Chine, où la monnaie numérique ne peut être mise de côté pour des achats importants ou pour sa retraite.

Voulons-nous vraiment une telle situation ?

E-ID



NON!

Arguments

NON ! à l'obligation numérique injuste !

Chacun a le droit de décider librement dans quelle mesure il souhaite être numérisé. La numérisation doit rester volontaire.

L'E-ID imposera une identification permanente sur Internet et supprimera l'anonymat. Sur ordre de l'UE, elle sera introduite dans les États membres. En Suède, l'E-ID est déjà obligatoire pour les services bancaires en ligne, les impôts et les services de santé. Sans E-ID, vous serez exclu. Personnes âgées et personnes en situation de handicap souffriront de cette perte de leurs droits fondamentaux ! En Suisse, le vote ne sera possible que sous forme numérique dans un avenir proche.

Volonté populaire ? La fin de la liberté ?

Le peuple et tous les cantons ont déjà rejeté l'E-ID en 2021 à une nette majorité de 64,4 %.

Les gens ne sont pas convaincus que leurs données personnelles et leur vie privée seront protégées. La nouvelle loi sur l'E-ID promet une sécurité accrue, mais même ses partisans ne peuvent garantir que les données sensibles ne seront pas utilisées à mauvais escient ou exposées à des cyberattaques.

Avec l'E-ID, une nouvelle ère s'ouvre. L'argent liquide est supprimé.

Chaque paiement est tracé, chaque étape et chaque action est surveillée et contrôlée, des achats aux opinions sur les médias sociaux. L'IA analyse tes données, des entreprises privées en tirent des milliards. On risque de voir apparaître un système de points sociaux, comme en Chine, qui sanctionne les comportements « indésirables ». Par exemple les propos critiques ou la conduite automobile — par des pénalités telles que des primes d'assurance maladie plus élevées ou des impôts. Est-ce cela que nous voulons ?



MASSVOLL.SWISS/FR/E-ID

Nous votons **NON !**



Shayleen Schweri

Auxiliaire de santé CRS / Responsable de projet auxiliaire de santé CRS / Responsable de projet
Non, c'est non ! Le Conseil fédéral doit enfin respecter la volonté populaire. L'E-ID est la première pierre de la création d'une monnaie numérique (CBDC), d'une ville de 15 minutes et d'un système de crédit social.



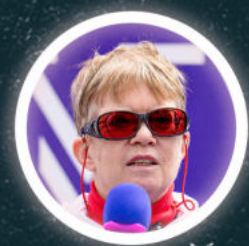
Dr. Markus Zollinger

Avocat & comité directeur MV!
Avec l'E-ID, la surveillance totale devient réalité : tous vos accès aux autorités, aux banques et à Internet seront contrôlés de manière centralisée. Lors de la prochaine crise, l'E-ID pourra être utilisée pour vous exclure de manière ciblée de la vie quotidienne.



Sam Moser

Musicien
Je dis non à l'E-ID ! Nous sommes nés libres et nous ne nous laisserons pas traiter comme des marchandises sur un tapis roulant. Ce rêve pervers d'un système totalitaire doit être stoppé.



Dr. Barbara Müller

Géologue & comité directeur MV!

Je ne veux pas que la Confédération vérifie mon identité lorsque j'ai affaire à des banques, des réseaux sociaux ou d'autres entreprises privées.



Nicolas A. Rimoldi

Président MASS-VOLL!

Le peuple suisse ne veut pas de l'E-ID. Nous, citoyens, l'avons déjà démontré en 2021 avec 64,4 % de votes contre. Mettons immédiatement un terme au capitalisme de surveillance !



Prof. Dr. David Dürr

Avocat

La nouvelle loi prévoit désormais de confier l'émission et le contrôle de l'E-ID à la Confédération, l'autorité suprême et l'instance de contrôle de notre pays.



Benedikt Ambühl

Ancien policier & prés. de WirFürEuch



Meinrad Stöcklin

Expert en communication



Lars Ziegler

Opérateur logistico

Et bien d'autres encore...

MASSVOLL.SWISS/FR/E-ID

Le 28.09. encore une fois

NON !

à l'E-ID

Commandez des autocollants, des drapeaux, des briquets, des t-shirts et des flyers sur :

MASSVOLL.SWISS/SHOP



Soutenez-nous dès maintenant !

Faites un don via différents modes de paiement sur :

MASSVOLL.SWISS/SPENDEN

Ou effectuez directement un virement bancaire à :

IBAN: CH08 0077 8214 9839 6200 1

Bénéficiaire: MASS-VOLL!

6003 Luzern

Swift: LUKBCH2260A



Suivez MASS-VOLL! Sur :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

MUSTER

Bulletin de vote pour la votation populaire du 28 septembre 2025

Acceptez-vous la loi fédérale du 20 décembre 2024 sur l'identité électronique et d'autres moyens de preuves électroniques (Loi sur l'e-ID, LeID) ?

Réponse Non

Non